



Mont  
Saint  
Aignan

## AVIS DE NON OPPOSITION A UNE DÉCLARATION PRÉALABLE DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

<b>CADRE 1 : DEMANDE DE DÉCLARATION PRÉALABLE</b> déposée le 29/07/2025, affichée en mairie le 01/08/2025 Par : Madame Fabienne LEMOINE  Demeurant à : 24 rue Georges Clémenceau 76130 Mont Saint Aignan  Pour : Réfection totale de la toiture  Sur un terrain sis à : 24 rue Georges Clémenceau 76130 Mont-Saint-Aignan	<b>CADRE 2 : DÉCLARATION PRÉALABLE</b>  n° : <b>DP 076 451 25 00129</b> <b>2025.1082</b> Surface de plancher (1) : /  Surface du terrain : 564,00 m <sup>2</sup> Cadastre : AN41
---	---

### LE MAIRE

Vu la demande de déclaration préalable (cadre 1),  
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,  
Vu le plan local d'urbanisme intercommunal approuvé en date du 13 février 2020, modifié le 5 juillet 2021, le 13 décembre 2021, le 6 février 2023, le 25 septembre 2023, le 18 décembre 2023, le 12 février 2024, le 15 avril 2024, le 31 mars 2025,  
Vu le règlement y afférent et notamment celui de la zone UCO,  
Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques,  
Vu l'avis de Madame LELIEVRE, Architecte des Bâtiments de France, en date du 20/08/2025 ;

### ARRÊTE :

Article 1 : il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve de respecter l'article suivant ;

Article 2 : les prescriptions imposées par l'Architecte des Bâtiments de France devront être strictement respectées.

La présente décision est transmise au représentant de l'État le **03 SEP 2025** dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

le 29/08/2025  
pour le maire et par délégation



Bertrand CAMILLERAPP  
adjoint au maire chargé de l'urbanisme  
et du patrimoine

### INFORMATION - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATION - A LIRE ATTENTIVEMENT

\* DROITS DES TIERS  
Le présent permis est délivré sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au bénéficiaire du permis d'aménager de respecter.  
\* VALIDITÉ  
Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation, deux fois pour une durée d'un an, peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.  
\* AFFICHAGE  
Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.  
\* DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS  
Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux.  
Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (Au terme d'un délai de quatre mois, le silence du Maire vaut rejet implicite).  
\* ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES  
Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

(1) voir la définition sur le formulaire de demande de la déclaration préalable.